

Photos de la manifestation étudiante du 20 février 2012

## **Plus de 3 000 étudiant-e-s manifestent contre la hausse des frais de scolarité**

« Quelque 3000 étudiants manifestent à Montréal contre la hausse des droits de scolarité de 1625 \$ sur cinq ans annoncée dans le dernier budget du gouvernement Charest, selon le Service de police de la Ville de Montréal. Ils se sont rassemblés vers 16 h place Émilie-Gamelin, non loin de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), avant de marcher en direction du centre-ville. Ils se dirigeraient vers les bureaux du premier ministre du Québec, à l'angle des rues Sherbrooke et McGill. » (Radio-Canada, site web, 20/02/12)

« Environ 31 000 étudiants de partout au Québec avaient déserté les salles de cours aujourd'hui et ce nombre atteindra au moins 36 000 demain avec le débrayage du cégep Marie-Victorin à Montréal. » (Presse canadienne, Site web du Devoir, 20/02/12)

10% des étudiant-e-s en grève sont descendu-e-s dans la rue, ce qui fait 1% de la totalité des étudiant-e-s du Québec, étant entendu que seulement ceux et celles de Montréal pouvaient en être. C'est beaucoup plus que les quelques centaines attendues mais pas assez pour faire plier le gouvernement qui, s'il pliait, verrait s'effondrer toute sa stratégie de faire payer la crise aux travailleuses et travailleurs et à leur progéniture. Comme dit le slogan : « *Ce n'est qu'un début, continuons le combat* » car, comme le scandait les manifestant-e-s, « *le peuple instruit jamais ne sera vaincu* ».

Jusqu'ici, la presque totalité des assemblées générales ont voté des mandats de grève, dans les cégeps entre 50 et 75% et dans les départements universitaires de sciences sociales et de arts et lettres souvent au-delà. Des assos regroupant 8 000 étudiant-e-s ont un mandat de grève. 53 assos comprenant 80 000 étudiant-es-s se prononceront d'ici le huit mars (CLASSE, [Liste des mandats de grève générale illimitée](#), 20/02/12). Il faudra que ce momentum entraîne les hésitantes assos de la FECQ et de la FEUQ, regroupant la majorité estudiantine, pour parler de grève générale.

On peut même penser qu'il faudra le supplément d'âme de la grève sociale votée par la CSN, mais dont la mobilisation tarde, plus les mobilisations de la Coalition contre la tarification et la privatisation pour vraiment mettre le gouvernement Charest sur la défensive. Peut-être même que les syndicats de la FTQ, dans le sillage de la riposte militante contre le lock-out de la Rio-Tinto-Alcan, pourraient se joindre à la mêlée comme ils l'ont fait contre les lois scélérates du fraîchement élu gouvernement Charest le 11 décembre 2003 contre les souhaits de la corrompue direction de la FTQ.

Si s'y joignait, dans le cadre de la (pré-)campagne électorale, Québec solidaire en mettant en première ligne sa revendication de la gratuité scolaire sans frais supplémentaires de la maternelle à l'université, cette potentielle grève générale, à laquelle pourrait se joindre le mouvement syndical, pourrait se transformer en grève générale politique. À partir de maintenant, tout devient possible. L'obstacle est moins la résistance acharnée et prévisible du gouvernement Libéral que le sabotage des bureaucraties syndicales, populaires et politiques de gauche, moins sous forme proactive que passive.

**Marc Bonhomme, 20 février 2012**

[www.marcbonhomme.com](http://www.marcbonhomme.com) ; [bonmarc@videotron.ca](mailto:bonmarc@videotron.ca)